**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES**

91bis rue du Cherche-Midi -75006-Paris

N°024-2019

**Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes
c/ Monsieur X.**

Audience publique du 25 novembre 2020

**Décision rendue publique
par affichage le 14 juin 2021**

**LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MASSEURS-
KINESITHERAPEUTES,**

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Finistère a saisi la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la région Bretagne, en s'y associant, de six plaintes contre M. X., masseur-kinésithérapeute, demeurant (...).

Par une décision N° 2019.01 en date du 11 juin 2019, cette juridiction lui a infligé la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer pour une durée d'un mois entièrement assortie du sursis.

Procédure devant la chambre disciplinaire nationale :

Par une requête enregistrée le 15 juillet 2019 au greffe de la chambre disciplinaire nationale, le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes demande l'annulation de cette décision, que M. X. soit déclaré coupable d'avoir méconnu les dispositions des articles R.4321-53, R.4321-54, R.4321-79, R.4321-80, R.4321-83 et R.4321-84 du code de la santé publique, et qu'il lui soit infligé une sanction en adéquation avec la gravité des faits reprochés.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique,

Vu l'ordonnance n°2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience,

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 25 novembre 2020 :

- M. Alain Poirier en son rapport par visioconférence ;
- Les observations de M. Jean-François Dumas, secrétaire général, pour le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;
- Les observations de M. Patrick Thevenet, président du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Finistère, par visioconférence ;
- Les observations par visioconférence de Me Txeu-Anne Yang pour M. X., et les explications de ce dernier, par visioconférence ;

Mme M., Mme N., Mme L., Mme G., Mme S. et Mme C., dûment convoquées, n'étant ni présentes, ni représentées ;

M. X. ayant été invité à prendre la parole en dernier.

Considérant ce qui suit :

1. Le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes demande l'annulation de la décision de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne du 11 juin 2019 condamnant M. X., masseur-kinésithérapeutes à la sanction de l'interdiction d'exercer pendant une durée d'un mois, entièrement assortie du sursis, pour avoir méconnu les articles R.4321-53, R.4321-83 et R.4321-84 du code de la santé publique, que celui-ci soit également reconnu coupable de méconnaissance des articles R.4321-54, R.4321-79 et R.4321-80 du même code et que la sanction soit aggravée.

Sur les griefs

2. Aux termes de l'article R.4321-53 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie humaine, de la personne et de sa dignité. (...)* ». Selon l'article R.4321-54 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.* ». Aux termes de son article R.4321-79 : « *Le masseur-kinésithérapeute s'abstient, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci.* ». Aux termes de l'article R.4321-80 du même code : « *Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le masseur-kinésithérapeute s'engage personnellement à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données actuelles de la science.* ». Aux termes de son article R.4321-83 : « *Le masseur-kinésithérapeute, dans les limites de ses compétences, doit à la personne qu'il examine, qu'il soigne ou qu'il conseille, une information loyale, claire et appropriée sur son état, et les soins qu'il lui propose. Tout au long de la maladie, il tient compte de la personnalité du patient dans ses explications et veille à leur compréhension. (...)* ». Selon l'article R.4321-84 du même code : « *Le consentement de la personne examinée ou soignée est recherché dans tous les cas. (...)* ».

3. Il résulte de l'instruction que M. X., qui venait de céder son cabinet en région parisienne après une période de difficultés financières a, avant de se réinstaller en Bretagne, effectué un remplacement de six semaines de deux masseurs-kinésithérapeutes successivement, dans un cabinet de (...), du 14 juillet à la fin du mois d'août 2018. Le 17 septembre 2018, les masseurs-kinésithérapeutes remplacés signalaient au conseil départemental de l'ordre que des patientes allaient porter plainte contre leur remplaçant. L'une des kinésithérapeutes dit avoir eu le témoignage spontané d'une patiente, à la suite duquel les masseurs-kinésithérapeutes ont interrogé leurs patients pour savoir s'ils avaient à se plaindre de M. X. et conseillé à celles qui se plaignaient d'un comportement inadapté de celui-ci de faire un signalement auprès du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes.

4. Dans son courriel du 2 octobre 2018 au conseil départemental de l'ordre, une première patiente dit qu'elle « *a été gênée, mal à l'aise avec les façons de faire* » de M. X. : « *ses mains très près, trop près et brusquement, par un geste fugace, comme par inadvertance, sous le slip, et aussi, sa main très haut sur la jambe, il poussait l'autre jambe, que je voulais tenir serrée. A la fin, il a baissé et remonté le slip et est parti brusquement.* ». Par un mémoire reçu le 30 avril 2019, en réponse à la communication par la chambre disciplinaire de première instance du compte-rendu de l'audition de M. X. par le rapporteur, à l'occasion de laquelle M. X. a indiqué qu'après le massage du dos de sa patiente, il a rattaché son soutien-gorge et remonté sa culotte, sans avoir l'impression de faire des gestes choquants, elle précise qu'alors qu'elle était sur le dos et que celui-ci lui tenait les jambes écartées, « *il avait sa main au creux de l'aîne et ses doigts passaient, de façon fugace, carrément sous le slip* ». Elle ajoute que quand elle était sur le ventre, « *son doigt s'attardait sur [son] coccyx* », ce qu'elle n'a pas signalé, ne sachant pas s'il s'agissait d'une méthode classique de massage, et qu'elle regrette de ne pas avoir réagi immédiatement à chaque geste dérangeant.

5. Dans un courriel adressé au conseil départemental de l'ordre le 25 septembre 2018, une autre patiente indique que sa fille, âgée de 16 ans, a été traitée pour son dos par M. X. ; que celui-ci a eu un comportement inadapté en lui écartant les jambes, en lui massant le ventre, en lui caressant le bras et la cuisse, en passant ses mains sous son soutien-gorge, soi-disant pour tirer sur les épaules, et en baissant son slip trop bas. Lors de la réunion de conciliation, la jeune fille indique M. X. n'a eu ni geste, ni parole déplacés. Elle précise qu'il lui massait le ventre en rond, qu'elle a senti ses doigts lui toucher le bras et la jambe en sortant de la salle de soins, et qu'il a passé un doigt sur le côté de son soutien-gorge. M. X. indique qu'il lui faisait faire des étirements, que ce qu'elle appelle un massage du ventre en position assise correspondait à un exercice de respiration au cours duquel il avait la main sur son ventre et, s'agissant du soutien-gorge, qu'il a passé sa main sous le soutien-gorge dans son dos, alors qu'il était en train de lui tirer les épaules en arrière.

6. Dans un courriel adressé au conseil départemental de l'ordre le 25 septembre 2018, une patiente âgée de 72 ans, qui l'a consulté pour une tendinite à la cuisse dit que, alors que la première séance s'était bien passée, elle a été « *surprise et désemparée par les gestes inappropriés* » de celui-ci : « *Surprise par sa méthode peu orthodoxe que je ne comprenais pas et désemparée parce que son comportement me mettait mal à l'aise sans que je me sente habilitée à lui faire remarquer* ». Elle a donc mis fin à ses soins après la troisième séance. Elle ne s'est pas rendue à la réunion de conciliation. M. X. indique qu'il lui a seulement massé la cuisse et ne s'est pas rendu compte qu'elle était mal à l'aise.

7. Dans un courriel adressé au conseil départemental de l'ordre le 25 septembre 2018, une patiente médecin dit avoir effectué quatre séances avec M. X. Elle indique : « *je me suis rapidement sentie mal à l'aise suite à des gestes, même furtifs, qui m'ont paru inappropriés. Aucun geste n'a été clairement expliqué et la succession de ceux-ci a entretenu un climat de gêne et m'a amenée à décommander mon dernier rendez-vous* ». Dans un autre courriel adressé au même conseil départemental le 30 octobre à défaut de pouvoir se rendre à la réunion de conciliation, elle indique avoir été surprise du positionnement d'une main de M. X. sur son sein au cours d'une manipulation destinée à traiter une dorsalgie, ainsi que du positionnement de ses doigts au niveau de l'aine au cours d'un mouvement d'étirement, geste qui lui a paru inapproprié et inexplicé. Elle indique que, de manière plus subjective, elle a trouvé qu'il ne respectait pas un minimum d'espace d'intimité lors des soins, qu'il entretenait une proximité physique inutile. A chaque fois, ne s'attendant pas à ses gestes, elle n'a pas réagi immédiatement, mais elle a préféré annulé le dernier rendez-vous prévu. M. X. indique n'avoir pas voulu la mettre mal à l'aise.

8. Une autre patiente, souffrant de douleurs dans l'épaule et le milieu du dos suite à son accouchement, qui consultait pour elle-même et pour sa fille âgée d'un mois et souffrant de plagiocéphalie, indique que sa fille pleurait pendant que M. X. la soignait, alors que ce n'était pas le cas auparavant avec le masseur-kinésithérapeute titulaire. Elle-même a été gênée quand M. X. lui a pris la tête dans les mains en s'approchant très près, pour lui montrer ce qu'il faisait à sa fille. Par ailleurs, contrairement à son prédécesseur, ses mains glissaient sur le côté de sa poitrine quand il lui massait le dos. Ses mains sont aussi descendues jusqu'en haut des fesses et à un moment il a appuyé une main sur le haut du dos et une autre sur les fesses, ce qui l'a gênée. A la séance suivante, elle a été gênée car, pendant qu'elle était assise sur la table et qu'il lui massait le dos, M. X. était trop près et lui chuchotait à l'oreille. M. X. indique qu'il a voulu, sentant son inquiétude, lui montrer les gestes faits sur le bébé ; qu'il n'a massé que son dos et

ne lui a pas touché les seins, ou alors involontairement ; que lors de la dernière séance, il s'est adressé à sa patiente en chuchotant, afin de ne pas réveiller son bébé.

9. Une dernière patiente, traitée par drainage lymphatique suite à une tumorectomie du sein, dit avoir été perturbée par certains gestes de M. X. : il a posé une fois une main sur son pubis, alors qu'il traitait les côtes ; une autre fois, il était trop près derrière elle et lui chuchotait à l'oreille ; une autre fois, il a touché son téton. M. X. indique qu'il faisait un drainage lymphatique, en pratiquant de légères pressions sur le sein et qu'il ne lui a pas touché le téton volontairement ; il ne se souvient pas avoir touché son pubis.

10. M. X. indique qu'il ne s'est pas aperçu du malaise des patientes. A cette période, il dit avoir eu, ayant réussi à rétablir sa situation financière, un sentiment d'euphorie, qui a pu l'amener à avoir un comportement un peu trop exubérant et à se tenir trop proche de ses patientes sans se rendre compte de leurs réactions. D'autre part, il n'avait pas fait de remplacements depuis plus de quinze ans, et n'a pas eu la présence d'esprit de prendre un moment pour expliquer aux patientes comment il procédait de façon à ce qu'elles ne soient pas surprises de différences d'approche. Il produit le témoignage d'un patient homme du cabinet, montrant qu'il a également mobilisé ses jambes à l'occasion du massage de son dos, ce que celui-ci n'a pas mal interprété, au contraire. Il produit également le témoignage de son ancienne associée et d'une patiente, dont il ressort que c'est la première fois qu'il lui est reproché un comportement inadapté.

11. Lors de l'audience, M. X. a donné à la chambre disciplinaire des explications satisfaisantes sur la quasi-totalité des gestes effectués sur chacune de ses patientes, en rapport avec les traitements effectués, les autres effleurements mentionnés, d'ailleurs non répétés, pouvant être accidentels. S'il n'est donc nullement établi que M. X. ait eu l'intention de se livrer à des attouchements sexuels sur ses patientes, ou de les mettre mal à l'aise, il reconnaît toutefois ne pas avoir pris le temps de présenter sa méthode de traitement avant de procéder aux soins, en méconnaissance des articles R.4321-83 et R.4321-84, précités du code de la santé publique, ce qui ressort en outre de plusieurs témoignages, ni même de se présenter lui-même, selon une des patientes. Il n'a pas non plus su respecter une distance respectant leur intimité et ne s'est pas montré attentif à leur ressenti, en méconnaissance des articles R.4321-53 et R.4321-80 précités du même code. Le sentiment de malaise qu'il a ainsi créé chez ses patientes, et la perte de confiance qui en est résultée sont de nature à déconsidérer la profession de masseur-kinésithérapeute, en méconnaissance de l'article R.4321-79 précité de ce code.

Sur la sanction

12. Il résulte de ce qui précède que M. X. a commis des fautes disciplinaires qui doivent être sanctionnées. Il sera fait une juste appréciation de la gravité de ces fautes, dans les circonstances particulières de l'espèce, en lui infligeant la sanction de l'interdiction d'exercer pour une durée de trois mois, entièrement assortie du sursis.

Sur l'application de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991

13. Les dispositions de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 font obstacle à ce que la somme demandée par M. X. à ce titre soit mise à la charge du conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, qui n'est pas la partie perdante.

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est infligé à M. X. la sanction de l'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de trois mois, entièrement assortie du sursis.

Article 2 : La décision attaquée est réformée en ce qu'elle a de contraire à la présente décision.

Article 3 : Les conclusions de M. X. tendant à l'application de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, sont rejetées.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à M. X., Mme M., à Mme N., à Mme L., Mme G., à Mme S., Mme C., au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Brest, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Quimper, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne, à l'agence régionale de santé de Bretagne, au ministre des solidarités et de la santé.

Copie pour information à Me Isabelle Anguis.

Ainsi fait et délibéré par MME GUILHEMSANS, Conseillère d'Etat, Présidente, MM. BELLINA, DIARD, MAZEAUD, POIRIER, TOURJANSKY membres assesseurs de la chambre disciplinaire nationale.

La conseillère d'Etat,
Présidente suppléante
de la Chambre disciplinaire nationale

Marie-Françoise GUILHEMSANS

Pauline DEHAIL

Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.